

## Préfet des Vosges

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est  
Unité Départementale des Vosges

Arrêté n° 440/DREAL/UD88 du **30 JUIL. 2019**

**relatif à la réalisation et à l'exploitation d'un forage d'eau industrielle par la  
société EGGER PANNEAUX & DÉCORS sur la commune de Rambervillers**

Le préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le Code de l'Environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 8 décembre 2017 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des "articles L. 214-1 à L. 214-3" du code de l'environnement et relevant de la rubrique "1.1.1.0" de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 autorisant la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS à exploiter une installation de fabrication de panneaux de particules à Jeanménil et Rambervillers, zone industrielle de Blanchifontaine ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas présentée le 11 avril 2019, par laquelle la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS sollicite l'autorisation de réaliser un forage d'approvisionnement d'eau industrielle ;
- Vu l'arrêté de décision du 17 mai 2019 qui statue sur la non soumission à évaluation environnementale du projet visé ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 15 mai 2019 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 10 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'arrêté adressé, par voie électronique le 19 juillet 2019 à la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS pour observations éventuelles ;
- Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au Code de l'Environnement et notamment à son article L. 511-1 ;
- Considérant que la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS a fait savoir, par voie électronique le 19 juillet 2019, qu'elle n'avait pas de remarques à formuler ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges ;

### Arrête

**Article 1** - La société EGGER PANNEAUX & DÉCORS, dont le siège social est situé Avenue d'Albret à Rion Des Landes Cedex 01 (40371), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à réaliser et à exploiter un forage d'eau à usage industriel, sans préjudice de l'application d'autres législations, en particulier celles découlant du code minier.

L'emplacement prévu du forage est situé sur la commune de Rambervillers, parcelle cadastrée section BB, numéro : 36. La profondeur visée est d'environ 260 mètres.

**Article 2** - L'installation est concernée par les rubriques de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement suivantes :

Rubriques		
Numéro	Activité détaillée	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :  2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an	D

Les arrêtés suivants s'appliquent à l'installation :

- Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des "articles L. 214-1 à L. 214-3" du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

**Article 3** - Le tableau de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal	Relevé des consommations d'eau
Réseau public d'adduction en eau potable	Réseau communal de Rambervillers	920 m <sup>3</sup> par jour	Quotidien
Rivière	Mortagne, coordonnées du point de prélèvement : X : 920 082 Y : 2 379 281	830 m <sup>3</sup> par jour	Quotidien
Eaux souterraines	Aquifère des Grès du Trias inférieur, coordonnées du forage : X : 920 152 Y : 2 379 304	50 m <sup>3</sup> par heure dans la limite de 920 m <sup>3</sup> par jour et 185 000 m <sup>3</sup> par an	Horaire

*Les coordonnées du point de prélèvement dans la Mortagne et dans les eaux souterraines sont exprimées en système géographique Lambert II (le mètre est l'unité de mesure) avec une tolérance de 10 mètres en amont ou en aval.*

Le volume total de prélèvement (incluant les trois sources citées dans le tableau ci-dessus) est limité à 920 m<sup>3</sup>/j.

**Article 4** - Les pompages d'essais visés à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des "articles L. 214-1 à L. 214-3" du code de l'environnement et relevant de la rubrique "1.1.1.0" de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié doivent permettre de s'assurer des capacités de production de l'ouvrage mais également de préciser l'influence du prélèvement sur l'ouvrage de production d'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat des Eaux de Rambervillers (identifiant national de l'ouvrage BSS000WSXJ).

**Article 5** - Les eaux issues des opérations de travaux de forage et de la phase de pompage d'essai respectent les caractéristiques générales de l'ensemble des rejets et les valeurs limites d'émissions des eaux du point de rejet A respectivement fixées aux articles 4.4.7 et 4.4.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018.

Les rejets dans le cours d'eau de « La Mortagne » interviennent une fois la caractérisation des premières eaux effectuée.

Les résultats d'analyses sont communiqués à l'inspection dans les meilleurs délais et intégrés au rapport visé à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des "articles L. 214-1 à L. 214-3" du code de l'environnement et relevant de la rubrique "1.1.1.0" de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

**Article 6** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EGGER PANNEAUX & DÉCORS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois et dont copie sera adressée au maire de Rambervillers.

Fait à Épinal, le 30 JUIL. 2019

Le préfet,

  
Pierre ORY

#### **Délais et voies de recours**

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

*Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :*

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

*Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*